

HOOFDSTUK V. — *Overgangs-, wijzigings- en opheffingsbepalingen*

Art. 13. De pedagogische projecten van de IPP's erkend door de Minister overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juni 2004 betreffende de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap, worden beschouwd als zijnde goedgekeurd overeenkomstig dit besluit.

Nochtans, overeenkomstig artikel 4, tweede lid, van dit besluit, zullen deze pedagogische projecten het voorwerp zijn van een evaluatieverslag twee jaar na de datum van hun goedkeuring op basis van het besluit van 15 juni 2004.

Art. 14. De woorden « de groep van overheidsinstellingen voor jeugdbescherming » worden vervangen door de woorden « de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming » in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1991 tot oprichting van de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met open en gesloten regimes, van de Franse Gemeenschap, in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 mei 1993 tot vaststelling van de wijze waarop kan voldaan worden aan de leerplicht in de groep openbare instellingen voor jeugdbescherming (open en gesloten afdelingen) van de Franse Gemeenschap, in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 12 juli 1996 tot bepaling van de samenstelling van de pluridisciplinaire ploeg van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met open en gesloten regimes, en tot bepaling van de rubrieken die het medisch-psychologisch verslag en de sociale studie over de jongeren die aan de groep van die instellingen toevertrouwd zijn, moeten omvatten, in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 21 maart 1997 tot regeling van de nadere regels inzake afzondering in de openbare instellingen voor jeugdbescherming, tot regeling van het toezicht op deze modaliteiten en tot vaststelling van de normen toepasselijk op de afzonderingslokalen en in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 mei 1999 tot vaststelling van het algemeen reglement van de groep van de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming.

Art. 15. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 19 juni 1991 betreffende de organisatie van de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met open en gesloten regimes, van de Franse Gemeenschap en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 juni 2004 betreffende de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap worden opgeheven.

Art. 16. De Minister bevoegd voor de Hulpverlening aan de Jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 14 mei 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 3461

[C - 2009/29549]

14 MAI 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les Centres d'accueil spécialisés

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, tel que modifié, l'article 44, modifié par le décret du 29 mars 2001, et l'article 47, alinéa 1^{er}, modifié par le décret du 29 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi de subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, tel que modifié, l'article 37;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil spécialisés;

Vu l'avis n° 98 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 12 février 2009;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 19 janvier 2009;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 février 2009;

Vu l'avis 46.356/4 du Conseil d'Etat, donné le 27 avril 2009, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre ayant l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions;

Après délibération :

Arrête :

Article 1^{er}. Après l'article 8 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les centres d'accueil spécialisés, modifié les 8 novembre 2001, 17 juin 2004 et 24 mars 2003, est inséré un Chapitre III/1 rédigé comme suit :

« CHAPITRE III/1. — Dispositions particulières relatives à l'agrément et au subventionnement des centres d'accueil spécialisés mettant en œuvre des séjours de rupture à caractère humanitaire à l'étranger ».

Art. 2. Dans le Chapitre III/1 du même arrêté est inséré un article 8/1 rédigé comme suit :

« Article 8/1. Les centres d'accueil spécialisés qui présentent un projet pédagogique visant la prise en charge de jeunes au travers de séjours de rupture à caractère humanitaire à l'étranger peuvent être agréés comme centres d'accueil spécialisés mettant en œuvre des séjours de rupture à caractère humanitaire. Cette dimension humanitaire est caractérisée par l'accomplissement d'actions qui contribuent fortement à restaurer l'image de soi, à rentrer dans une culture de la réussite et de l'action positive et gratifiante au travers de la participation à des initiatives de coopération et d'aide aux populations en situation de grande pauvreté. ».

Art. 3. Dans le Chapitre III/1 du même arrêté est inséré un article 8/2 rédigé comme suit :

« Article 8/2. Le centre visé à l'article 8/1 a pour mission d'organiser un accueil collectif de cinq jeunes qui nécessitent une prise en charge particulière au travers d'un séjour de rupture à caractère humanitaire à l'étranger :

- eu égard à leurs besoins d'une aide particulière et spécialisée vu leurs comportements agressifs ou violents, leurs problèmes psychologiques graves, la répétition de faits qualifiés infraction;
- et/ou lorsque la demande d'accueil concerne un jeune qui est confié aux institutions publiques de protection de la jeunesse. ».

Art. 4. Dans le Chapitre III/1 du même arrêté est inséré un article 8/3 rédigé comme suit :

« Article 8/3. § 1^{er}. Le centre visé à l'article 8/1 prend en charge les jeunes visés à l'article 8/2 sur mandat des instances de décisions qui sont le conseiller de l'aide à la jeunesse, le directeur de l'aide à la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse.

§ 2. Un jeune ne peut bénéficier de plus d'un séjour de rupture à caractère humanitaire à l'étranger tous mandats confondus.

§ 3. La prise en charge du mineur par le centre ne peut dépasser six mois. En cas de circonstances exceptionnelles dûment motivées, le délai précité peut être prorogé pour une durée maximale de deux mois. La Direction générale de l'Aide à la jeunesse est informée des circonstances exceptionnelles au plus tard un mois avant l'échéance des six premiers mois de prise en charge.

§ 4. La période de prise en charge comprend :

- une phase préparatoire en Belgique;
- le séjour à l'étranger dont la durée ne peut être inférieure à soixante jours;
- une phase de clôture et de réinsertion en Belgique.

§ 5. Le centre adresse un rapport à l'instance de décision dans le mois qui suit la date du mandat. Ce rapport précise le projet de séjour de rupture et sa durée précise; il contient une analyse de la situation et les particularités du programme d'aide envisagé.

Un rapport complémentaire est adressé après trois mois à l'instance de décision et en fin de mandat.

Lorsque le centre est mandaté par le tribunal de la jeunesse, il transmet copie des rapports au service de protection judiciaire.

§ 6. Le service a l'obligation d'informer les mineurs concernés, les personnes investies de l'autorité parentale et l'instance de décision des conditions précises du séjour et notamment des règles concernant les responsabilités civile et pénale y afférant.

Un folio contenant les informations précitées est remis aux personnes visées à l'alinéa 1^{er}.

Le service veille à couvrir les mineurs par une assurance soins de santé et hospitalisation et rapatriement offrant toutes les garanties en la matière.

§ 7. Afin d'offrir les meilleures conditions possibles en matière de sécurité juridique et sanitaire des jeunes, une collaboration avec Wallonie-Bruxelles International sera établie au moment de la demande d'agrément du service et poursuivie par la suite et ce, afin d'être informés au mieux des conditions de vie dans le pays concerné, particulièrement en matière de droits de l'homme et de droits de l'enfant. ».

Art. 5. Dans le Chapitre III/1 du même arrêté est inséré un article 8/4 rédigé comme suit :

« Article 8/4. Pour les centres agréés visés à l'article 8/1, les modalités de subventionnement suivantes sont d'application :

1° la subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel et pour frais de fonctionnement visée aux articles 31 à 35 de l'arrêté visé à l'article 5 est accordée sur la base des normes d'effectif suivantes :

- 0,33 directeur;
- 4 éducateurs;
- 0,5 psycho-social;
- 0,17 rédacteur;
- 0,5 technique.

Les frais de fonctionnement sont fixés à 14.729 euros indexables;

2° le cadre du personnel est tenu d'être composé au minimum de cinq et demi équivalents temps plein dont au moins un emploi temps plein d'expatrié est consacré à la coordination du projet dans son implantation à l'étranger;

3° Pour la justification de l'utilisation de cette subvention, il est fait application des dispositions prévues à l'annexe 1 et à l'article 35 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 43 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, à l'exception des particularités suivantes;

a) pour les conditions de recrutement du personnel autochtone employé sur place dérogeant aux réglementations en vigueur en Belgique, un document attestant de l'inscription des employés autochtones auprès des organismes officiels locaux compétents en matière d'emploi est produit;

b) pour chaque membre du personnel (expatrié et autochtone), un contrat d'emploi ou un avenant est établi précisant, outre les obligations légales, les modalités d'exécution, sur place, des obligations contractuelles. Pour le personnel expatrié, une copie de ces documents est transmise à la Direction générale de l'aide à la jeunesse;

c) l'utilisation de la subvention peut également être justifiée par les dépenses suivantes :

- i. les frais d'assurance « soins de santé, hospitalisation, rapatriement » pour le personnel;
- ii. les frais d'acheminement du personnel (transport, vaccins, visa et passeport);

iii. les indemnités pour séjours extérieurs en compagnie des mineurs au bénéfice des membres du personnel se rendant sur place exceptionnellement et pour de courtes périodes (maximum 30 jours). L'expatrié qui reste en permanence sur le lieu d'implantation des séjours de rupture ne pourra bénéficier de ces indemnités que lorsqu'il accompagnera des séjours extérieurs à ce lieu en compagnie des mineurs;

d) en ce qui concerne les investissements dont le montant est supérieur à cinq cents euros, seule la charge d'amortissement pourra être prise en considération. Le total des charges d'amortissement ne peut excéder 10 % du montant total de la subvention;

e) la subvention peut être utilisée, conformément aux pratiques locales, pour rémunérer les maîtres de stage autochtones auprès desquels les mineurs suivraient une formation. La Direction générale de l'Aide à la jeunesse est informée par le service des pratiques usuelles en cette matière dans le pays où se développent les séjours de rupture;

f) la subvention ne peut être utilisée pour justifier des dépenses relatives à des marchandises acquises dans des circuits illicites, de contrebande et qui pourraient mettre en péril la sécurité;

g) la partie de la subvention non justifiée en frais de masse salariale peut être utilisée pour les dépenses admissibles en frais de fonctionnement selon les modalités prévues à l'article 35 de l'arrêté visé à l'article 5. ».

Art. 6. Le Ministre qui a l'Aide à la Jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 14 mai 2009.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme C. FONCK

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 3461

[C — 2009/29549]

14 MEI 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de gespecialiseerde opvangcentra

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, zoals gewijzigd, artikel 44, gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2001, en artikel 47, 1e lid, gewijzigd bij het decreet van 29 maart 2001;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, zoals gewijzigd, artikel 37;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de gespecialiseerde opvangcentra;

Gelet op het advies nr. 98 van de Communautaire raad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 12 februari 2009;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 januari 2009;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 19 februari 2009;

Gelet op het advies nr. 46.356/4 van de Raad van State, gegeven op 27 april 2009, bij toepassing van artikel 84, 1e lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor de Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging :

Besluit :

Artikel 1. Na artikel 8 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de gespecialiseerde opvangcentra, gewijzigd op 8 november 2001, 17 juni 2004 en 24 maart 2003, wordt een Hoofdstuk III/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« HOOFDSTUK III/1. — Bijzondere bepalingen inzake de erkenning en de subsidiëring van de gespecialiseerde opvangcentra die humanitaire afscheidingsverblijven in het buitenland organiseren. »

Art. 2. In Hoofdstuk III/1 van hetzelfde besluit wordt een artikel 8/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 8/1. De gespecialiseerde opvangcentra die een pedagogisch project dat de tenlasteneming van jongeren via humanitaire afscheidingsverblijven in het buitenland voorstellen, kunnen erkend worden als gespecialiseerde opvangcentra die humanitaire afscheidingsverblijven organiseren. Dat humanitaire aspect wordt gekenmerkt door de verwezenlijking van acties die sterk het eigen imago helpen te herstellen, en in een cultuur te treden gekenmerkt door het slagen en de positieve en bevredigende actie doorheen de deelname aan initiatieven van coöperatie hulp aan de bevolkingen in grote armoede. ».

Art. 3. In hoofdstuk III/1 van hetzelfde besluit wordt een artikel 8/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 8/2. Het in artikel 8/1 bedoeld centrum heeft voor opdracht een collectief onthaal te organiseren van vijf jongeren die een bijzondere tenlasteneming vereisen doorheen een humanitair afscheidingsverblijf in het buitenland :

— houdende rekening met een bijzondere en gespecialiseerde hulpverlening aangezien hun agressieve of gewelddadige houding, hun ernstige psychologische problemen, de herhaling van als misdrijf omschreven feiten;

— en/of wanneer de aanvraag om opvang een jongere betreft die aan de overheidsinstellingen van de jeugdbescherming wordt toevertrouwd. »;

Art. 4. In Hoofdstuk III/1 van hetzelfde besluit wordt een artikel 8/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 8/3. § 1. Het in artikel 8/1 bedoeld centrum neemt de jongeren ten laste bedoeld in artikel 8/2 op mandaat van de beslissingsinstanties die raadgever zijn voor de hulpverlening aan de jeugd, de directeur van de hulpverlening aan de jeugd of de jeugdrechtbank.

§ 2. Een jongere kan niet meer dan één humanitair afscheidingsverblijf in het buitenland genieten, alle mandaten bijeengeteld.

§ 3. De tenlasteneming van de minderjarige door het centrum kan geen zes maanden overschrijden. Bij gemotiveerde uitzonderlijke omstandigheden kan voormelde termijn verlengd worden voor een maximale duur van twee maanden. De Algemene directie Hulpverlening aan de Jeugd wordt ten laatste één maand vóór het verstrijken van de eerste zes maanden van de tenlasteneming geïnformeerd over de uitzonderlijke omstandigheden.

§ 4. De periode van tenlasteneming begrijpt :

- een voorbereidingsfase in België;
- het verblijf in het buitenland waarvan de duur niet minder dan zestig dagen kan tellen;
- een sluitings- en herintegratiefase in België;

§ 5. Het centrum verzendt een verslag naar de beslissingsinstantie binnen de maand volgend op de datum van het mandaat. Dat verslag bepaalt het project van afscheidingsverblijf en de precieze duur ervan; het bevat een analyse van de situatie en de bijzonderheden van het beoogde hulpverleningsprogramma. Een bijkomend verslag wordt na drie maanden naar de beslissingsinstantie verstuurd alsook op het einde van het mandaat.

Wanneer het centrum gemandateerd wordt door de jeugdrechtbank, maakt het een kopie van de verslagen over aan de dienst voor gerechtelijke bescherming.

§ 6. De dienst is verplicht de bedoelde minderjarigen, de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen en de beslissingsinstantie te informeren over de precieze verblijfsomstandigheden en inzonderheid de regels inzake de desbetreffende burgerlijke en strafrechtelijke verantwoordelijkheden.

Een folder met voormelde informatie wordt aan de in het 1e lid bedoelde personen overgemaakt.

De dienst zorgt ervoor de minderjarigen te dekken doormiddel van een verzekering gezondheidszorgen en hospitalisatie en repatriëring met alle waarborgen eraan gebonden.

§ 7. Teneinde de best mogelijke condities inzake juridische en sanitaire veiligheid van de jongeren te bieden, zal een samenwerking worden ingesteld met « Wallonie-Bruxelles International » op het moment van de aanvraag om erkenning van de dienst en achteraf verlengd worden en dit om het best mogelijk geïnformeerd te worden over de levensomstandigheden in het betrokken land, inzonderheid inzake mensenrechten en kinderrechten. ».

Art. 5. In Hoofdstuk III/1 van hetzelfde besluit wordt een artikel 8/4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 8/4. Voor de erkende centra bedoeld in artikel 8/1 zijn de volgende nadere regels voor de subsidiëring van toepassing :

1° de jaarlijkse provisionele subsidie voor personeelskosten en voor werkingskosten bedoeld in de artikelen 31 tot 35 van het besluit bedoeld in artikel 5 wordt toegekend op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand :

- 0,33 directeur;
- 4 opvoeders;
- 0,5 psychosociaal;
- 0,17 redacteur;
- 0,5 technisch.

De werkingskosten worden vastgesteld op 14.729 euro indexeerbaar;

2° de personeelsformatie moet minstens bestaan uit vijfeneenhalve voltijdse equivalenten waarvan minstens een voltijdse geëxpatrieerde besteed wordt aan de coördinatie van het project in zijn vestiging in het buitenland;

3° Voor de verantwoording van het gebruik van die subsidie worden de bepalingen bedoeld in bijlage 1 en in artikel 35 van het besluit van de Regering van de Franse gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten bedoeld bij artikel 43 van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, toegepast :

a) voor de wervingsvoorwaarden van het autochtone personeel, dat ter plaatse werkzaam is, die van de in België van kracht zijnde reglementaties afwijken, wordt een document dat de inschrijving van de autochtone werknemers bij de plaatselijke officiële organen bekwaam inzake betrekking aangemaakt;

b) voor elk personeelslid (geëxpatrieerd of autochtoon), wordt een betrekkingcontract of een aanhangsel opgemaakt met bepaling, buiten de wettelijke verplichtingen, van de nadere regels voor de uitvoering, ter plaatse, van de contractuele verplichtingen. Voor het geëxpatrieerd personeel wordt een kopie van die documenten overgemaakt aan de Algemene directie Hulpverlening aan de Jeugd;

c) het gebruik van de subsidie kan eveneens verantwoord worden door de volgende uitgaven :

- i. de verzekeringskosten «gezondheidszorgen, hospitalisatie, repatriëring» voor het personeel;
- ii. de kosten voor het vertrek van het personeel (vervoer, inenting, visum en paspoort);
- iii. de vergoedingen voor buitenlandse verblijven samen met minderjarigen ten gunste van personeelsleden die zich uitzonderlijk ter plaatse begeven en voor korte periodes (maximaal 30 dagen). De geëxpatrieerde die in permanentie op de vestigingsplaats van de afscheidingsverblijven verblijft, zal die vergoedingen slechts kunnen genieten wanneer hij buitenlandse verblijven zal begeleiden op die plaats samen met minderjarigen;

d) wat betreft de investeringen waarvan het bedrag hoger dan vijfhonderd euro is, zal enkel de aflossingslast in acht genomen worden. Het totaal van de aflossingslasten kan geen 10 % van het totale bedrag van de subsidie overschrijden;

e) de subsidie kan gebruikt worden overeenkomstig de plaatselijke gewoontes om de autochtone stagemesters te bezoldigen bij wie de minderjarigen een opleiding zouden volgen. De algemene directie Hulpverlening aan de Jeugd wordt door de dienst geïnformeerd over de gebruikelijke praktijken in dat verband in het land waar de afscheidingsverblijven plaatshebben;

f) de subsidiëring kan niet gebruikt worden om de uitgaven betreffende goederen verworven volgens onwettige praktijken, via smokkelarij en die de veiligheid in het gedrang zouden kunnen brengen, te rechtvaardigen;

g) het deel van de subsidie dat niet in kosten van de uitgaven van loonlasten gerechtvaardigd wordt, kan gebruikt worden volgens de nadere regels opgenomen in artikel 35 van het besluit bedoeld in artikel 5. ».

Art. 6. De Minister bevoegd voor de hulpverlening aan de jeugd wordt belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 14 mei 2009.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,
Mevr. C. FONCK

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2009 — 3462

[C – 2009/29543]

13 JUILLET 2009. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française approuvant le dossier de référence de la section intitulée "Technicien en décoration et aménagement d'espaces" (code 615301S20D1) classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale de régime 1

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 137;

Vu l'avis de la Commission de concertation de l'enseignement de promotion sociale du 2 juillet 2009;

Sur proposition du Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de promotion sociale,

Arrête :

Article 1^{er}. Le dossier de référence de la section intitulée "Technicien en décoration et aménagement d'espaces" ainsi que les dossiers de référence des unités de formation constitutives de cette section sont approuvés.

Cette section est classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de promotion sociale.

Les unités de formation constitutives de la section sont classées au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de transition à l'exception de l'épreuve intégrée classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de qualification.

Art. 2. La transformation progressive des structures existantes concernées commence au plus tard le 1^{er} janvier 2011.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2009.

Art. 4. Le Ministre ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 juillet 2009.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,
M. TARABELLA

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 3462

[C – 2009/29543]

13 JULI 2009. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van het referatedossier van de afdeling « Technicus decoratie en inrichting van ruimtes » (code 615301S20D1) gerangschikt op het niveau van het hoger secundair onderwijs van het onderwijs voor sociale promotie van stelstel 1

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 137;

Gelet op het advies van de Overlegcommissie voor het onderwijs voor sociale promotie van 2 juli 2009;

Op de voordracht van de Minister van Jeugd en Onderwijs voor sociale promotie,

Besluit :

Artikel 1. Het referatedossier van de afdeling « Technicus decoratie en inrichting van ruimtes », alsook de referatedossiers van de opleidingseenheden waaruit die afdeling bestaat, worden goedgekeurd.

Die afdeling ressorteert onder het niveau van het hoger secundair onderwijs van het onderwijs voor sociale promotie.

De opleidingseenheden waaruit die afdeling bestaat, ressorteren onder het niveau van het hoger secundair doorstromingsonderwijs, met uitzondering van de geïntegreerde proef die ressorteert onder het niveau van het hoger secundair kwalificatieonderwijs.

Art. 2. De progressieve omvorming van de betrokken bestaande structuren begint ten laatste op 1 januari 2011.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2009.

Art. 4. De Minister bevoegd voor Onderwijs voor Sociale Promotie wordt belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 13 juli 2009.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,
M. TARABELLA